

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 61
Excusés : 13
Absents : 6

REUNION DU 4 OCTOBRE 2021

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)

Affiché le : **15 OCT. 2021**

L'an DEUX MILLE VINGT-ET-UN, le LUNDI QUATRE OCTOBRE à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le VINGT-HUIT SEPTEMBRE DEUX MILLE VINGT-ET-UN, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT PRESENTS

Mme ADLANI Farida, M. ASENSI François, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme FAOUZI Hanane, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, M. HAN Bo, Mme HERSEMEULE Carmen, M. JIAR Youssef, Mme LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, M. MARAN Max, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, Mme MISSOUR Sabrina, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, M. MUSQUET Jean-Marie, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, M. PRUNIER Gerald, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SAULIERE Gilles, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

M. ATTIORI Olivier, Mme BENAMMOUR Mériem, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. FERREIRA Lino, Mme JAOUANI Amel, Mme KHATIM Karima, M. LASTAPIS Michel, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MOREAU Chantal,

AYANT DONNE POUVOIR A

M. MARQUES Paulo, M. BAILLON Jean-François, M. MUSQUET Jean-Marie, M. HAN Bo, Mme LAGNEAU Muriel, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. LAPORTE Pierre, M. GUYON Olivier, M. MIGNOT Didier, Mme YERRO Georges-Marie, M. VAZ Micaël, M. MANGIN Anthony, M. RAMADIER Alain,

ABSENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, M. CANNAROZZO Frank, M. DESRUMAUX Denis, M. DRIEU Fleury, M. MEIGNEN Thierry, Mme YOUSSEF Méliana.

SECRETAIRE DE SEANCE

M. Rachid BELOUCHAT

DÉLIBÉRATION N°124 – ENVIRONNEMENT – OPERATION D'AMENAGEMENT DU VALLON DU SAUSSET - PROROGATION DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de madame Marwa BRAIHIM,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le code de l'environnement,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment son article L. 121-5,

Vu le code de l'expropriation, et notamment ses articles L 110-1 et suivants, R 112-4 et suivants et R 131-3 et suivants,

Vu la délibération n°2014-44 du conseil municipal de la commune de Tremblay-en-France en date du 6 mars 2014 approuvant la teneur du projet d'aménagement du Vallon du Sausset et sollicitant auprès du préfet de la Seine-Saint-Denis l'ouverture d'une enquête publique unique régie par le code de l'environnement regroupant l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) valant mise en compatibilité d'une partie du PLU et l'enquête parcellaire,

Vu la délibération n°67 de la communauté d'agglomération Terres de France en date du 1^{er} décembre 2014 approuvant la rédaction de l'intérêt communautaire « aménagement paysager, écologique et durable du Vallon du Sausset – Etudes de faisabilité, réalisation et gestion » dans le cadre de la compétence obligatoire « aménagement de l'espace communautaire »,

Vu la délibération n° 2015-31 du conseil municipal de la commune de Tremblay-en-France du 29 janvier 2015, approuvant les termes de ladite délibération de la communauté d'agglomération Terres de France du 1^{er} décembre 2014 approuvant ladite rédaction de l'intérêt communautaire,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20211004-124-04-10-2021-DE
Date de télétransmission : 14/10/2021
Date de réception préfecture : 14/10/2021

Vu la délibération n° 2015-94 du conseil municipal de la commune de Tremblay-en-France du 5 mai 2015, sollicitant de le préfet de la Seine-Saint-Denis le transfert de ladite déclaration d'utilité publique au profit de la communauté d'agglomération Terres de France cours,

Vu la délibération n° 27 de la communauté d'agglomération Terres de France en date du 11 mai 2015 sollicitant le transfert, à son profit, de la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire en cours,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-3720 du 7 novembre 2016 par lequel le préfet de la Seine-Saint-Denis a déclaré d'utilité publique au profit de l'EPT Paris Terres d'envol, l'acquisition des emprises nécessaires à la réalisation de l'opération d'aménagement du Vallon du Sausset et emportant mise en compatibilité du PLU de Tremblay-en-France,

Vu l'arrêté modificatif n° 2017-3060 du 17 octobre 2017 du préfet de la Seine-Saint-Saint-Denis modifiant l'arrêté préfectoral n° 2016-3720 du 7 novembre 2016 déclarant d'utilité publique la réalisation de l'opération d'aménagement du Vallon du Sausset et emportant mise en compatibilité du PLU de Tremblay-en-France,

Vu la note explicative sur l'opération d'aménagement du Vallon du Sausset,

Considérant que la maîtrise foncière des terrains ainsi que les aménagements ne sont pas entièrement réalisés,

Considérant, dans ces conditions, qu'il convient de solliciter auprès du préfet de la Seine-Saint-Denis la prorogation de la déclaration d'utilité publique du 7 novembre 2016 pour une durée de cinq années en vertu des dispositions de l'article L 121-5 du code de l'expropriation,

Après en avoir délibéré,

- **Autorise** Grand Paris Aménagement à demander au préfet de la Seine-Saint-Denis de proroger, pour cinq années, les effets de l'arrêté n° 2016-4720 du 7 novembre 2016, déclarant d'utilité publique au profit de l'EPT Paris Terres d'Envol l'acquisition des immeubles nécessaires à la mise en œuvre du projet.

Adopté à l'unanimité


Le Président
Bruno BESCHIZZA